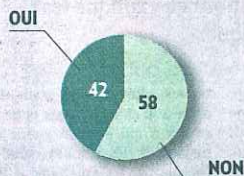


## Vos votes

Gordon Brown va-t-il éloigner le Royaume-Uni de l'Europe ?



## Vos réactions à nos articles

La SEC publie sur son site la « liste noire » des entreprises commerçant avec les pays de l'axe du mal » (29/06/2007)

« Curieusement, il n'y a rien sur les liens entre Peugeot et l'Iran... Il est numéro un là-bas et il y a un centre de production en partenariat. Tant mieux d'ailleurs pour notre champion industriel, mais la liste semble faite sur des informations incomplètes et doit donc être « injuste » (si tant est que la SEC ait mandat à dresser de telles listes). »

Didier Sarrazin

« Il est surprenant de voir que des entreprises telles Coca-Cola, R.J. Reynolds Tobacco Company Kent (Barclays, Camel...), Altria Group Inc. (Philip Morris, Marlboro...), Colgate-Palmolive, Procter & Gamble et bien d'autres fabricants américains de produits de consommation, qui les vendent en Iran avec un emballage spécialement rédigé en persan (farsi), ne soient pas mentionnées sur cette liste de la SEC. De même d'ailleurs que des marques telles HP (Hewlett-Packard) dont les produits sont régulièrement vendus et annoncés... Deux poids deux mesures ? »

Jean Paulghys

Moral des industriels : du mieux en juin et optimisme « grandissant » pour l'avenir (27/06/2007)

« Bien piètres économistes qui s'arrêtent à des données strictement financières. Quand tiendra-t-on compte des facteurs réels de la production et surtout du renouvellement de l'outil de production dont le taux en France est maintenant catastrophique. Notre industrie en l'état n'est plus compétitive, qu'on se le dise. Alors messieurs les Économistes, que vaut-il mieux faire : du cash sur capital ou de l'investissement pour pérenniser la compétitivité et l'emploi ? »

André Escure

# Énergie : l'Europe peut-elle faire confiance à Gazprom ?

Lors de l'assemblée générale de Gazprom vendredi, son président, Alexei Miller, a confirmé les projets du géant russe. Sont à l'étude des acquisitions de distributeurs européens et la constitution d'une alliance internationale qui conduira à l'entrée de partenaires étrangers, jusqu'à 25 %, au capital de sa filiale pétrolière, Gazprom Neft. À Moscou, le nom de Total circulait.

## Oui : Jérôme Guillet

« Un partenaire fiable qui a toujours respecté ses engagements »

L'Europe joue surtout à se faire peur vis-à-vis de Gazprom. La crise ukrainienne de l'an dernier, qui s'est traduite par une brève interruption des approvisionnements, a été utilisée comme prétexte pour durcir le ton envers la Russie, au moment où le Royaume-Uni devient importateur de gaz, alors que la France, l'Italie et l'Allemagne connaissent leur dépendance et la gèrent depuis 30 ans. Mais Gazprom s'est toujours attaché à répondre à la demande européenne, car il en va de son intérêt, l'Europe représentant la totalité de ses débouchés aux prix de marché. Gazprom a toujours pris au sérieux ses engagements contractuels et les respectera tout autant à l'avenir. Mais sans plus. Seulement, la politique européenne de l'énergie encourage structurellement la construction de centrales à gaz (moins chères à financer par le marché), semblant considérer que c'est « notre » gaz qui se trouve sous « leur » toundra. C'est négliger les actions de réduction de notre demande, et être en contradiction avec les objectifs de réduction d'émissions de carbone et de sécurité d'approvisionnement dans un contexte où les rapports de force entre Occidentaux et pays producteurs évoluent en faveur de ces derniers. D'où des négociations avec BP ou Shell, aux enjeux connus depuis de nombreuses années, qui tournent en faveur de Gazprom. Le géant russe, malgré son opacité et ses querelles internes, de-



Jérôme Guillet, banquier, directeur d'European Tribune (www.eurotrib.com).

meure cependant un partenaire fiable. Les grands contrats signés récemment avec GDF ou l'ENI et les investissements qu'il réalise actuellement dans les gazoducs en témoignent.

## Non : Thomas Gomart

« Un groupe difficile à déchiffrer, aux décisions imprévisibles »

Gazprom est certes un partenaire incontournable de l'Europe. Cependant, son organisation soulève de nombreuses interrogations, même si les contrats de livraisons ont toujours été honorés. On reproche, par exemple, au groupe russe sa volte-face sur le gisement de Shtokman en octobre. Une imprévisibilité qui tient essentiellement à un management opaque et à une stratégie difficile à déchiffrer. L'incohérence de certaines décisions s'explique par des rivalités internes et les liens entretenus avec le Kremlin. Les interactions avec ce dernier créent une confusion des rôles, qui devrait s'accroître avec les prochaines élections. Dans le même temps, Gazprom peine à rassurer sur ses réserves et sur ses



Thomas Gomart, responsable de la collection Russie.Nei.Visions, Ifri.

capacités d'exploration. Très endetté, le groupe ne parvient pas à convaincre sur ses orientations, en participant activement à la renationalisation du secteur énergétique tout en souhaitant prendre pied sur le marché européen. Or parallèlement, il va devoir répondre à une forte hausse de la demande intérieure. Certains s'inquiètent ouvertement des arbitrages futurs, même si la Russie ne peut pas se permettre de tailler dans ses revenus à l'exportation. De plus, le contenu réel des accords en Asie centrale en mai est difficile à apprécier. Une chose est sûre : Gazprom entend préserver son monopole sur le transit du gaz. Cette situation favorise les contrats de long terme, même s'ils sont en contradiction avec les principes de l'Union européenne. Gazprom les présente comme un facteur de confiance, mais devrait aussi comprendre que les Européens attendent aujourd'hui des signaux positifs de sa part. Plus de transparence sur son capital serait un premier pas.



## Interrogations sur les capacités futures

Premier producteur mondial de gaz, Gazprom est sur tous les fronts : projets de gazoducs en Allemagne, en Italie et dans les Balkans, nouveaux accords de transit avec le Kazakhstan et le Turkménistan, rachat des parts de BP, à un prix avantageux, dans l'immense champ gazier de Kovyka et toujours des ambitions affirmées dans le pétrole et la distribution en Europe. L'activisme du géant russe ne cesse d'inquiéter les experts européens. Au-delà de l'arme énergétique au service de la diplomatie russe et de sa politique intérieure, se pose en effet la question de la capacité de Gazprom, premier fournisseur de l'Union européenne, à honorer ses contrats futurs. Dans une note publiée par l'Ifri, l'expert Christophe-Alexandre

Paillard souligne ainsi les incertitudes sur les réserves réelles du groupe. Et il s'interroge sur sa capacité à investir à bon escient pour couvrir les besoins à la fois de l'Europe, de la Russie et des anciens pays de l'URSS. En effet, le programme d'investissement de 22 milliards de dollars annoncé en 2007 ne devrait pas permettre d'éviter le déficit qui pointe d'ici 2010. Si le fondement de ces craintes demeure encore fragile, ces dernières ont une vertu : mettre en relief les incohérences des politiques énergétiques en Europe. En agitant ainsi la carotte et le bâton, les Russes finiront peut-être par convaincre les pays européens de bâtir enfin une vraie politique commune de l'énergie.

ÉRIC BENHAMOU

## Votre @vis

Votez sur ce débat  
Sur le Web : latribune.fr  
Par SMS : envoyez Tribune oui ou Tribune non au 61716 (0,35 euro par envoi + le coût du SMS)

Adressez vos commentaires  
Sur le Web : latribune.fr  
Par courriel : vsecond@latribune.fr ebenhamou@latribune.fr